

LA DÉMOCRATIE

En quelques semaines des événements considérables ont touché l'humanité et son habitat, sa petite planète. Du petit marchand - diplômé chômeur - de Sidi Bouzid s'immolant face à « l'humiliation de trop » au tremblement de terre du Nord-est du Japon, du « printemps arabe » dont l'onde de choc se propage en Afrique sub-saharienne et en Asie à l'empilement des négligences et catastrophes qui amènent à un second « Tchernobyl », c'est un ensemble d'événements qui font de cette année 2011 une année « pas comme les autres ». Ces variations brusques « au delà des normes saisonnières » ont introduit des ruptures dans les modes de pensées, dans les consciences, dans les paradigmes mêmes ou à tout le moins ont accéléré des évolutions idéologiques profondes déjà en cours. Pour continuer ce parallèle entre les deux événements, nous pourrions jouer sur le mot « tsunami », qui peut effectivement s'appliquer aux deux mais surtout nous voulons souligner le fait qu'une évolution, une maturation, une révolution même dans les consciences se fait sous nos yeux au « sud » comme au « nord » et qu'il faut en prendre conscience.

L'exigence de démocratie me paraît être le point central : l'exigence de dignité, de liberté, de justice sociale comme de justice tout court qui étreint des millions d'humains est une étape dans l'émancipation humaine comme l'est la conscience croissante que la technologie, ce qu'on appelle le progrès technique, n'est qu'un outil et non une fin en soi, qu'elle doit de toute urgence être soumise au débat démocratique, soustraite à l'obtention de « marchés » et de profits et réorientée vers la satisfaction des besoins humains et environnementaux. Le scientisme qui a régné en maître va reculer, c'est une bonne chose mais attention que ce ne soit pas au bénéfice de l'anti-science. Notre responsabilité de scientifiques, de réseau d'organisations s'en trouve renforcée. Cette lettre témoigne des enjeux et de nos interventions sur un terrain « exemplaire », la biologie et de notre investissement dans les forums sociaux en vue de faire débattre des politiques et des pratiques scientifiques par l'ensemble des citoyens.

Jean-Paul Lainé
Président

Le principe du respect de la vulnérabilité humaine et de l'intégrité personnelle : un avant-projet de rapport du Comité International de Bioéthique

L'article 8 de la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la bioéthique et les droits de l'homme prévoit que « Dans l'application et l'avancement des connaissances scientifiques, de la pratique médicale et des technologies qui leur sont associées, la vulnérabilité humaine devrait être prise en compte. Les individus et les groupes particulièrement vulnérables devraient être protégés et l'intégrité personnelle des individus concernés devrait être respectée ». L'avant-projet traite de la vulnérabilité en donnant des exemples dans trois contextes : la clinique, l'expérimentation humaine et les applications biotechnologiques. Ces exemples font apparaître, dans plusieurs cas, l'existence d'un conflit d'intérêt. Ainsi, « Pour résoudre le problème du manque de volontaires prêts à fournir des ovocytes pour un programme de reproduction assistée, une clinique décide de recruter des « volontaires » en offrant une hystérectomie gratuite aux femmes qui en ont besoin et doivent normalement subir une longue attente avant d'obtenir cette opération. En échange de ce service, il est demandé aux femmes de se soumettre à une procédure d'hyperstimulation ovarienne et de prélèvement des ovocytes ainsi obtenus pour utilisation dans le traitement des femmes infécondes clientes de la clinique ». L'observateur de la FMTS à la réunion du CIB (26 octobre 2010) a proposé qu'aux mesures correctives proposées dans l'avant-projet de rapport, on ajoute des mesures visant à éliminer ou neutraliser tout conflit d'intérêt lorsque la vulnérabilité personnelle est en jeu. Cela passe notamment par l'exigence d'une totale transparence des actions, qu'il s'agisse de clinique, de recherche ou de biotechnologie.

André Jaeglé
Président émérite

La Déclaration Universelle sur la Bioéthique et les Droits de l'Homme (DUBDH)

a été adoptée à l'unanimité par la Conférence Générale de l'UNESCO en octobre 2005. Venant après un nombre impressionnant de déclarations et prises de positions énoncées par des instances déontologiques et politiques depuis 1945, elle constitue l'unique déclaration normative à valeur universelle pour la recherche et la pratique médicale. La DUBDH enracine les principes classiques de l'éthique biomédicale dans les droits humains, car il est devenu évident que le non-respect de la dignité et la violation des droits et libertés fondamentaux ont des conséquences dommageables pour la santé. Par de nouveaux articles concernant la responsabilité sociale (art.14) et le respect de la vulnérabilité (art. 8) la Déclaration s'adresse au-delà des médecins et chercheurs aux États et à tous les secteurs de la société. Tous sont appelés à oeuvrer solidairement pour assurer la satisfaction des besoins fondamentaux de la vie humaine. Les actions entreprises pour l'alimentation, l'eau et un environnement sain rentrent dans le champ de la préoccupation bioéthique, de même que l'élimination de l'exclusion, la réduction de la pauvreté et de l'analphabétisme. Dans cette perspective globalisante, l'idéal de la bioéthique proclamé dans la Déclaration devient une clé de lecture universelle pour évaluer recherches, pratiques médicales et l'ensemble des situations, échanges économiques, rencontres culturelles etc. où individus et groupes sont amenés à interagir.

Gwen Terrenoire

Bioéthique : quelle actualité dans le monde ? quelles responsabilités ?

En France le scandale d'un antidiabétique coupe-faim qui a tué plus de 500 personnes a mis au 1^{er} plan la question des conflits d'intérêt dans le processus d'autorisation de mise sur le marché des médicaments. Le trafic de faux médicaments rapporte dans le monde 25 fois plus que le trafic d'héroïne selon un rapport établi pour la mutualité française en octobre 2010. Un scandale réversible : toutes les 30 secondes, un enfant meurt du paludisme ! Aidés par l'UNICEF 11 pays d'Afrique ont cependant réussi à faire chuter de 50 % le nombre de décès dus à cette maladie. Trafic d'organes : alors que le Kosovo était sous supervision de la force d'interposition de l'ONU, des prisonniers ont été abattus par l'UCK et amputés pour alimenter un trafic d'organes selon un rapport au Conseil de l'Europe.

Les médecines traditionnelles

Le Comité International de Bioéthique (CIB) a créé un groupe de travail sur « *les médecines traditionnelles* » à la demande des pays en développement. L'OMS invite aussi à cette réflexion (200 millions de personnes y ont recours dans le monde, 80 % de la population en Afrique, 40 % en Chine). Des médecins africains soulignent que cet usage, corrélé à la pauvreté, ne peut être un alibi pour faire taire l'exigence de développer la médecine scientifique en Afrique. Pour la FMTS, plusieurs enjeux exposés par ce groupe de travail ont lieu d'être examinés. Ces médecines constituent bien une véritable connaissance, certes empirique mais qui participe de « *la somme totale de connaissances qui permettent à l'homme de s'adapter à son environnement* » selon la définition de la santé de l'OMS. Elles reposent sur des preuves d'efficacité, incluent des règles de contrôle et leur maîtrise exige une formation longue. Ancrées dans une culture elles sont accessibles et acceptées et protègent la dignité des patients, notamment dans le traitement de certains troubles psychosomatiques à composante culturelle. Dans une conception de l'égalité morale entre les systèmes de pensée, sans hiérarchie entre les cultures, ces savoirs font partie du patrimoine commun immatériel de l'humanité. La préservation de la biodiversité est un autre enjeu. Les politiques conduisant à l'exode rural contribuent à la disparition des médecines traditionnelles. L'invasion capitaliste des terres détruit les forêts sacrées, abritant les plantes médicinales. C'est la perte d'un patrimoine commun. Enfin, des éléments de médecine traditionnelle ont été vendus à l'industrie pharmaceutique qui a imposé licences et brevets. Garantir pour tout le monde l'accès aux substances naturelles suppose de combattre ce bio piratage. Construire les conditions d'un vrai débat interculturel, d'un dialogue entre la civilisation occidentale et d'autres civilisations, dans une « *pensée de la relation* », selon l'expression d'Édouard Glissant qui vient de nous quitter, devrait permettre notamment d'élaborer des principes pour une recherche sur les médecines traditionnelles reposant sur l'innocuité, l'efficacité et la qualité. La ligne directrice de telles études a été correctement indiquée par l'OMS : préserver la santé des gens, en travaillant, dans un esprit de coopération, à la complémentarité entre médecines traditionnelles et médecine scientifique occidentale dont il faut maintenir l'exigence d'accessibilité pour tous. La question du financement de ces études est dès lors posée.

Hélène Carteron

Dakar 2011 - FSM et FMSD Le Forum Mondial Sciences et Démocratie

Le FMSD s'est tenu les 4 et 5 février à la veille du FSM, à l'université Cheikh Anta Diop. Cette deuxième édition a marqué un progrès quantitatif par rapport à la première de Belém au Brésil en 2009 : il a réuni plus de 300 personnes venues de 32 pays (au lieu de 200 dans 18 pays - la différence provenant surtout de la bonne présence africaine), représentant près de 80 organisations. Il a consisté aussi en un net progrès qualitatif par la richesse des débats, par l'élargissement des thèmes abordés lors des 10 ateliers et des 4 tables rondes et par un débat « *apaisé* » entre les syndicats et les ONG.

Le mot éducation ne figurait même pas dans la déclaration qui avait clos le forum de Belém. A Dakar, une des 4 tables rondes a été consacrée à « *Science et Éducation* ». Chargé de la « *modérer* » le président de la FMTS avait d'avance dans son introduction appelé à l'approche la plus large possible et plurielle, par exemple en ne réduisant pas l'éducation à l'instruction ou la science à l'innovation technologique. Le panel comme le public a permis de mesurer le grand écart entre les affichages et la réalité des politiques publiques, écart que ne peuvent combler les initiatives utiles des ONG et associations ; certaines ayant cependant la taille et le rôle d'États en déliquescence. A la table ronde « *Science, responsabilité et démocratie* » nous avons insisté sur l'importance de la démocratie : dans les institutions de recherche comme dans les choix de la société en matière de sciences et technologies. Notre fédération a en outre animé un atelier sur « *La fuite des cerveaux* » et participé à un atelier sur « *Syndicats, altermondialisation et sciences* » en partenariat avec nos organisations affiliées de France (UGICT-CGT, SNCS et SNESUP-FSU et du Sénégal (SUDES) et avec des collègues de la Fédération québécoise des professeurs et professeurs des universités (FQPPU).

Ce Forum s'inscrit bien - selon son objectif initial de 2007 - dans un processus permanent qui rassemble et fait dialoguer des organisations, associations ou fondations de trois horizons pour schématiser : le monde scientifique (institutions, syndicats des personnels), les ONG et associations d'éducation populaire et puis les organisations, ONG et associations du mouvement social en général. Le dialogue est facilité par le fait que ces trois groupes ne sont pas du tout disjoints, mais le chemin n'est que timidement ouvert pour aller au-delà de la simple narration des expériences et de la juxtaposition des discours. D'ici le prochain FSM et donc le prochain forum sciences, des initiatives nationales ou régionales sont prévues pour poursuivre notre « *marche en avant* ».

Le Forum Social Mondial

Du 6 au 11 février, que d'événements, que de rencontres, que de débats ! Lesquels sont les plus significatifs ? Les premiers et derniers actes sans doute : tout d'abord, la marche inaugurale. Celle-ci rassemblant entre 60 et 70 000 personnes restera dans les mémoires par la place des femmes et des jeunes d'Afrique. Un cortège de plus de 2 heures, compact, condensé de l'humanité qui se bat, porteur de revendications relatives à la paix, à la dette, aux droits à la terre, aux soins ; à l'éducation notamment. Ensuite la cérémonie finale avec les discours des hôtes, des organisateurs et surtout par le « *coup de tonnerre* » en plein milieu de l'après-midi de l'annonce de la fuite de Moubarak. Le discours tonique, volontariste et circonstancié du représentant égyptien a été le sommet de cette fin de forum. Plus généralement les révolutions déclenchées en Tunisie et en Égypte ont donné un tonus, un mordant renouvelé au FSM, loin de l'essoufflement annoncé et espéré par les « *grands* » de ce monde. Du contenu d'ensemble du FSM il est toujours difficile pour une petite délégation de faire un descriptif équilibré étant donné la multitude des activités et la diversité des lieux. Malgré un « *sabotage* » de dernière minute privant le forum d'une bonne partie des locaux de l'université, grâce sans doute aux dix ans de construction et d'expérience, les grandes forces sociales, les principaux réseaux ont pu tenir séminaires et assemblées « *de convergences et de luttes* ». Nous avons notamment participé aux initiatives « *migrations* », « *Rio+20* », « *Éducation* » et « *mouvements sociaux* ». Retenons un point important : l'assemblée terminale « *Éducation* » a débouché sur une affirmation claire du droit à une Éducation - droit humain fondamental - publique (de la responsabilité de l'État), laïque et gratuite pour tous les peuples du monde, au Sud comme au Nord, de la maternelle à l'enseignement supérieur. Ce Forum mondial a permis que les représentants de l'Afrique s'expriment beaucoup plus qu'à Nairobi ou à Bamako il y a 4 et 5 ans grâce aux activités déconcentrées dans le grand Dakar, par la confluence des caravanes parties du Bénin et traversant le Togo, le Burkina, le Mali et grâce également à l'intervention de catégories en luttes, étudiants ou salariés. Non seulement l'« *Homme africain* »⁽¹⁾ a une histoire et des savoirs propres, mais il a un présent et un avenir.

⁽¹⁾ En juillet 2007, à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, le président Sarkozy a prononcé une allocution qui a suscité une vive émotion sur le continent africain et dans le monde. Dans ce discours, le président français a déclaré notamment que le problème principal de l'Afrique venait de ce que « l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire. (...) Le problème de l'Afrique, c'est qu'elle vit trop le présent dans la nostalgie du paradis perdu de l'enfance. (...) Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine ni pour l'idée de progrès ».

Jean-Pierre Bazin et Jean-Paul Lainé

Pour contacter la Fédération

► Président Jean-Paul LAINÉ ► Vice-Président du Conseil Exécutif Frederico CARVALHO ► Secrétaire Général Pascal JANOTS
FMTS - WFSW - case 408 - MONTREUIL cedex - tél. : (33) 1 48 18 81 25 - Fax : (33) 1 48 51 64 57
E-mail : fmts@fmts-wfsw.org - Internet : www.fmts-wfsw.org